

La Déclaration universelle des droits de l'Homme

Jean-Marc Fiess

Albin Michel Jeunesse, août 2017
7 pages + 2 doubles-pages, 15 €

Ce petit livre est ce que l'on appelle un album « pop-up ». C'est-à-dire qu'il est composé de petites structures en carton qui se déplient lorsque l'on ouvre les pages. Ludique et ingénieux, le système permet d'illustrer de façon symbolique un choix de quelques principes politiques fondamentaux extraits de la Déclaration universelle des droits de l'Homme (DUDH). L'auteur n'a pas pu ou pas voulu retranscrire sous cette forme, en 3D, la totalité des trente articles. Les dépliants sont au nombre de sept. « Naître libres et égaux ». « Être respectés et protégés ». « Avoir une identité, circuler librement » – qui est peut-être le plus réussi avec sa barrière frontière, qui se déploie sans encombre dès l'ouverture de la page. En ces temps de fermeture du pays sur lui-même pour empêcher la crise des migrants, c'est de bon aloi. « Penser et s'exprimer ». « Choisir son travail, choisir ses loisirs ». « Aller à l'école, profiter de la culture ». Enfin, « Partout dans le monde, être sous la protection de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ». La dernière partie du livre est constituée des trente articles de la DUDH sous une forme simplifiée, adressée directement aux enfants, avec un tutoiement pour impliquer directement le jeune lecteur dans la logique complexe d'un texte juridique.

Conçu pour les jeunes enfants, l'éditeur précise cependant qu'il ne convient pas aux moins de 36 mois. En fait, le sujet traité n'est sans doute pas accessible avant 6 ou 7 ans... Il n'empêche qu'il s'agit d'un bel objet d'édition qui peut servir à une première éducation aux droits de l'Homme. A signaler que ce livre a reçu le sou-



tien du Comité national du Livre, de la communauté de communes Sud-Vendée-Littoral et de la ville de Luçon, lors de sa résidence d'auteur en 2015. Je ne sais pas ce que vous en pensez, lecteur, lectrice, mais je trouve que cela vaut mieux que de subventionner le Puy-du-Fou...

D. G.

A quoi servent les politiques de mémoire ?

Sarah Gensburger,
Sandrine Lefranc

Presses de Sciences Po
Septembre 2017, 186 pages, 17 €

Nos vies sont aujourd'hui envahies par les injonctions à se souvenir : les dispositifs d'Etats ou d'associations tels que commémorations, commission de vérité, enseignement scolaire et parascolaire, visites des « lieux de mémoire » visent à entretenir la « vigilance » des citoyens, à préserver l'avenir en proclamant « plus jamais ça ». Le « ça », ce sont les horreurs du passé : la Shoah, la violence antisémite, la xénophobie, le racisme et toute forme de discrimination. Les usages publics du passé ont donc pour objectif de former des citoyens conscients et sensibles, tolérants et attachés aux valeurs démocratiques. Or, comme le constatent les deux auteures, sociologues et politistes, « *le développement des politiques de mémoire ne va pas de pair avec l'avènement d'une société apaisée et davantage tolérante* ». En France, comme dans d'autres pays, on assiste à l'engagement de jeunes en faveur de causes haineuses, sur des modes violents, même si les sondages mettent en lumière les déclarations portant sur l'importance du passé pour la compréhension du présent. En France, le succès électoral du FN en constitue une facette, comme la résurgence des mouvements nationalistes et xénophobes tant en Europe

de l'Ouest que de l'Est. Pourquoi un tel écart ? A quoi servent donc les politiques de mémoire, si leur efficacité n'est pas prouvée ?

C'est à ces questions que répondent, dans un ouvrage court et accessible au grand public, les deux auteures. Elles soulignent qu'il ne suffit pas d'entendre une leçon du passé, même lorsqu'elle nous émeut, pour anticiper des comportements violents. En effet, l'individu est plongé dans les multiplicités des mondes sociaux et c'est en fonction de ces cadres sociaux, des situations en présence, des possibilités en mouvement qu'il ajuste son comportement. Un élève n'est pas le produit mécanique d'une socialisation familiale, pas plus qu'il n'est celui d'une socialisation scolaire. Il ne réagit pas de la même manière à la maison et à l'école, elle-même tributaire d'une multitude d'interactions (avec le groupe de pairs, les enseignants, etc.). D'autant que les stratégies de diffusion des politiques de mémoire ne sont pas uniformes. Certains groupes – comme les « jeunes de cité » – sont particulièrement visés. Car la pratique de diffusion de ces connaissances historiques censées prémunir des atrocités est, semble-t-il, davantage l'indice d'un partage de valeurs, de la validation de ce partage, que son vecteur. Une certaine asymétrie est également présente dans les contenus : « [...] on évoque toujours la Shoah, mais plus rarement les violences commises par l'Etat français au moment de la décolonisation. » Un autre élément de réponse à la question sur l'échec de ces usages publics du passé réside dans sa teneur : il s'agit d'émouvoir, par le témoignage d'une victime, pour anticiper les effets d'exclusion(s). Mais l'accent mis sur l'individu banalise le racisme et l'antisémitisme qu'il est censé combattre, le « déshistoricise », le dépolitise. La capacité des individus à adhérer à telle ou telle cause dépend de

fait de ces interactions multiples, adossées certes aux dispositions sociales mais aussi à la capacité des gouvernants à disposer d'une légitimité suffisante. Or, « *un gouvernement est d'autant plus bavard qu'il est moins écouté* », concluent les auteurs. Elles soulignent qu'« [...] il y a quelque chose à trouver du côté d'une égalisation des conditions sociales. Elle ne fera pas disparaître le goût de la distinction, mais elle peut rendre la mobilisation violente au nom de l'écart des modes de vie plus difficile ». En attendant, lisons ce précieux ouvrage qui fait réfléchir sur le passé, le présent et l'avenir à construire.

Ewa Tartakowsky,
LDH Paris 10/11

Les Sentinelles

Film documentaire, France, 2017

Réalisation : Pierre Pézerat
Destiny Distribution

Ce film documentaire évoque des combats contre les toxiques industriels, certains déjà anciens mais revenant devant la justice comme l'amiante, et d'autres, plus récents, dans le domaine agricole et agro-alimentaire. Il suit quelques-unes des personnes ayant subi des expositions à divers polluants du fait de stratégies industrielles privilégiant la rentabilité financière maximale au détriment de l'humain, en témoignant des luttes et des drames vécus par les victimes et leur entourage.

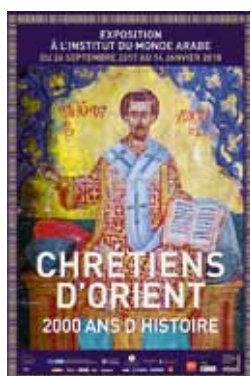
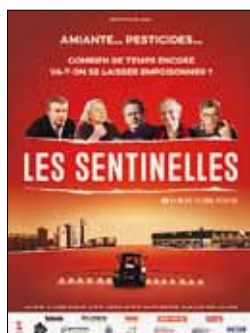
Ce film éclaire aussi un aspect des évolutions épidémiologiques mises en évidence par de nombreux chercheurs, montrant que la majorité des pathologies n'ont rien d'inéluctables et relèvent, en France comme ailleurs, de déterminants environnementaux de la santé. Ce qui constitue un vaste champ d'actions nécessaires pour réduire les inégalités, dès l'amont du soin.

Il suit également l'activité d'Annie Thébaud-Mony, sociologue de la

santé (Inserm), qui ne cesse de défendre les victimes de maladies professionnelles et s'efforce d'en briser l'invisibilité. Elle constitue le lien vivant entre les personnages du film.

Le film donne enfin à voir quelques moments de joie, lors d'avancées dans les combats collectifs associant aux travailleurs concernés une équipe d'avocats et de chercheurs. Il ne cache pas pour autant les difficultés rencontrées pour obtenir la reconnaissance d'une responsabilité pénale des décideurs d'une production industrielle faisant usage de substances reconnues comme toxiques, souvent mortelles, ou susceptibles de porter atteinte à la reproduction, et qui contestent généralement le lien de causalité avec les maladies ou les décès des victimes.

Philippe Laville,
membre du Comité
central de la LDH



« Chrétiens d'Orient, 2000 ans d'histoire »

L'exposition « Chrétiens d'Orient, 2000 ans d'histoire »⁽¹⁾ et le catalogue⁽²⁾, qui l'inscrit dans le temps, sont d'actualité avec les exactions que subissent ces minorités cibles de l'Etat islamique en Egypte ou en Irak (division par deux de la population chrétienne en dix ans et un millier de victimes d'Al-Qaïda). Elles ne doivent pas non plus faire oublier celles perpétrées notamment au Kenya, au Niger, en Tanzanie, au Nigéria, mais aussi au Pakistan ou en Corée du Nord.

Au-delà de ces tragédies, l'événement culturel qu'organisent l'Institut du monde arabe (IMA) et le Musée des beaux-arts Eugène Leroy de Tourcoing (MUBa), aux fortes dimensions politiques à l'heure du drame syrien, nous fait plonger dans l'histoire de communautés, de leurs patrimoines matériels et immatériels – que l'on songe

aux fresques, mosaïques, bas-reliefs, chapiteaux, reliquaires et autres panneaux, ainsi qu'à ces objets des quotidiens religieux, des pendentifs aux amulettes, des lampes aux tentures, des encensoirs aux livres de prières; autant de témoignages de rites, de croyances, et des traditions byzantines, syriaques, coptes, maronites, arméniennes, arabes, parfois convergentes, mais plus souvent aux fortes identités.

La variété et la richesse des quelque trois cent trente reproductions et des objets présentés, accompagnés de mises au point suggestives, nous permettent de suivre, sur deux millénaires et jusqu'aux artistes contemporains (Brigitte Findakly, Wajdi Mouawad, Gabriele Basilico, Namir Abdel Messeeh, singulièrement), de multiples pèlerinages, de visiter telle église ou tel monastère. On y retrouve ainsi, y compris par un parcours sonore, non pas une sous-culture dominée par l'Occident latin puis par les mondes musulmans, mais des échanges voire des syncrétismes saisissants, des mémoires et des présents frappants. Et on y découvre donc, malgré les exils et la mort, des pratiques de vivre ensemble qui nous éloignent avec bonheur du pseudo-clash des civilisations et du mythe de la fin de l'histoire...

(1) A l'Institut du monde arabe (26 septembre 2017-14 janvier 2018) et au Musée des Beaux-Arts Eugène Leroy de Tourcoing (23 février-12 juin 2018). Commissaires: Elodie Bouffard et Raphaëlle Ziadé.

(2) Raphaëlle Ziadé (dir.), Gallimard-IMA-MUBa, 2017. Notons qu'à l'heure des destructions d'Alep ou de Mossoul, entre autres, largement irréparables, une campagne de numérisation et de restauration d'œuvres, exceptionnelles pas uniquement parce qu'elles sont rares, a été menée avec L'Œuvre d'Orient, en partenariat avec la Bibliothèque nationale de France (BNF).

E. N.